Anne-Sophie Alsif : « Le décrochage européen n’est pas une fatalité »



Anne-Sophie Alsif, cheffe économiste au cabinet BDO France, professeure à la Sorbonne, interviendra le 16 septembre prochain lors de la deuxième édition du forum économique de rentrée de la Chambre de Commerce *It’s the Economy, Stupid !*. En amont de cet événement, elle nous partage son analyse sur les fragilités de l’économie européenne, le risque de décrochage face aux États-Unis et à la Chine, mais aussi sur les leviers dont dispose l’Union européenne pour rester dans la course.

Les tensions géopolitiques récentes, notamment autour de l’Iran et du détroit d’Ormuz, font ressurgir la crainte d’un nouveau choc énergétique. L’énergie reste-t-elle une vulnérabilité majeure pour l’Europe ?

Oui, l’**énergie** reste une grande vulnérabilité de l’Union européenne, même si elle ne l’est plus autant depuis la guerre d’invasion de la Russie en Ukraine. À ce moment-là, l’Europe dépendait fortement du gaz et du pétrole russes. Depuis, il y a eu une diversification des achats, avec moins d’approvisionnements auprès de la Russie et davantage auprès de pays comme le Nigéria, l’Algérie ou la Norvège.

L’autre élément, c’est l’**accélération de la transition vers l’énergie décarbonée**. Sur ce point, l’Europe est bien positionnée, notamment la France, avec l’éolien, le solaire, mais aussi l’énergie nucléaire.

Si les prix de l’énergie repartaient durablement à la hausse, faudrait-il surtout craindre un retour de l’inflation et un ralentissement plus profond de l’économie européenne ?

Le risque le plus important est celui de la **stagflation**, c’est-à-dire une inflation qui resterait élevée dans un contexte de croissance faible. Aujourd’hui, nous ne sommes pas dans la même situation que lors de la crise énergétique liée à la Russie. À l’époque, l’Europe faisait face à une véritable explosion de l’inflation, dans un contexte de faible diversification énergétique.

Mais si le choc énergétique devait durer, il pourrait peser sur les ménages, sur les entreprises et sur les finances publiques. Les États seraient tentés de mettre en place de nouvelles aides pour amortir la hausse des prix, ce qui pèserait encore sur les **budgets publics**. Surtout, le risque serait de freiner l’investissement des entreprises. Or c’est précisément cet investissement productif qui est essentiel pour éviter que l’Europe ne décroche davantage face aux États-Unis et à la Chine.

Justement, l’Europe est-elle réellement en train de décrocher face aux États-Unis et à la Chine ?

Je ne dirais pas que l’Europe est simplement « à la traîne », mais il existe bien un décrochage dans certains secteurs. Si l’on regarde la création de richesse par habitant, l’Amérique du Nord est en tête, puis vient l’Asie, et l’Europe arrive derrière.

L’Europe n’est pas désindustrialisée. L’Allemagne et l’Italie restent de grandes puissances industrielles. Mais elle accuse un retard dans des secteurs qui créent aujourd’hui énormément de valeur, comme la transition écologique, les technologies innovantes et l’intelligence artificielle.

Sur les secteurs technologiques, innovants et liés aux transitions, l’Europe investit, mais beaucoup moins que les États-Unis et la Chine. Nous avons environ **trois fois moins d’investissements en volume que les États-Unis**. Certes, l’Europe investit davantage qu’avant, notamment depuis la Covid, et c’est positif. Mais la vraie question est celle de la comparaison : les volumes restent beaucoup plus faibles que ceux des États-Unis et de la Chine.

« Les besoins de financement sont colossaux, et ils détermineront les leaders et les champions de demain »

Ce retard est-il d’autant plus problématique que l’Europe doit financer plusieurs transitions en même temps ?

Oui. Historiquement, au XIX^{e} ou au XX^{e} siècle, les grandes transformations économiques se faisaient plutôt une par une. Aujourd'hui, nous devons financer simultanément la transition écologique, le vieillissement de la population, la défense et la révolution technologique liée à l'intelligence artificielle.

Les **besoins de financement** sont colossaux, et ils détermineront les leaders et les champions de demain. Compte tenu de notre sous-investissement par rapport à la Chine et aux États-Unis, nous sommes en retard sur ces segments. C'est ce qui explique une partie du décrochage.

Le problème européen est-il donc avant tout un problème de moyens financiers ?

Non. C'est même tout l'inverse. Ce que montrent les rapports Draghi et Letta, c'est que le problème de l'Europe n'est pas l'absence d'épargne. Il y a énormément d'épargne, d'importantes **possibilités d'investissement**, une main-d'œuvre d'excellente qualité et un accès à de l'énergie décarbonée. L'Europe dispose donc de nombreux atouts.

Le problème, c'est que **notre marché reste fragmenté**. Contrairement à la Chine et aux États-Unis, qui sont des zones intégrées, l'Europe ne l'est pas suffisamment. Dans les secteurs liés à la transition écologique, au vieillissement de la population ou à l'innovation, être leader demande d'avoir des géants, des entreprises capables d'investir massivement. On le voit aux États-Unis dans la Tech et l'intelligence artificielle. En Europe, nous n'avons pas cela.

L'Union des **marchés de capitaux**, ou l'Union de l'épargne et de l'investissement, permettrait d'unifier un marché européen qui n'est pas assez intégré. Cela permettrait d'avoir davantage d'investissements, de faire émerger des champions européens et d'investir davantage sur ces segments comme le font nos partenaires chinois et américains.

Dans quels secteurs l'Europe doit-elle absolument préserver ou reconquérir une forme de souveraineté ?

On ne peut pas être souverain partout. Mais certains secteurs sont essentiels : l'énergie, la défense, les données, la santé et les médicaments. Ce sont des domaines dans lesquels les dépendances peuvent devenir très problématiques.

L'intelligence artificielle est aussi un secteur de souveraineté. Ce n'est pas seulement un sujet économique ou technologique. C'est un sujet de maîtrise des données, donc de pouvoir. Les États-Unis et la Chine l'ont très bien compris. Ils investissent massivement dans des secteurs stratégiques, même lorsque le rendement économique immédiat n'est pas évident, parce qu'ils raisonnent en termes de souveraineté.

Cela demande de repenser toute notre **politique industrielle** au niveau européen. La question est de savoir comment l'Europe accepte d'être unie et de faire face à la concurrence internationale. Or les pays n'ont pas toujours la même vision de ce qu'il faut faire.

« L'Europe souffre d'un problème de décision collective »

Les diagnostics existent pourtant déjà, notamment avec les rapports Draghi et Letta. Pourquoi l'Europe peine-t-elle autant à passer à l'action?

Le sujet est la mise en œuvre. Les rapports Draghi et Letta ont très bien posé les enjeux : marchés de capitaux, investissement, souveraineté industrielle, commande publique, simplification, intégration. Mais le passage à l'action reste trop lent.

L'Europe souffre d'un problème de décision collective. Beaucoup de décisions se prennent encore à l'unanimité, ce qui est très compliqué à 27, car les États ont des modèles économiques, des situations budgétaires et des intérêts différents. Il faudra probablement aller vers **une Europe plus flexible**, avec davantage de coalitions et de coopérations entre pays lorsque l'accord de tous n'est pas possible. Sur certains sujets, comme la défense, on voit déjà émerger cette logique.

Justement, ces divergences entre pays européens ne rendent-elles pas les réformes communes impossibles ?

Les divergences existent dans tous les grands ensembles économiques. Elles existent entre États américains, entre régions allemandes ou entre territoires espagnols. Ce n'est donc pas leur existence qui pose problème.

Pendant longtemps, les différences entre pays européens ont même été un atout. Certains pays tiraient la croissance par l'industrie et les exportations, d'autres par la consommation. Le sujet, aujourd'hui, est de retrouver une **capacité de convergence** sur les grands enjeux : défense, intelligence artificielle, énergie, investissement, souveraineté.

Faut-il donc rester optimiste malgré le risque de décrochage ?

Il ne faut pas nier le **décrochage européen**. Il existe dans certains secteurs, notamment l'investissement productif, l'innovation et les industries stratégiques. Mais ce décrochage n'est pas une fatalité. L'Europe a déjà démontré, dans son histoire, que des projets jugés impossibles pouvaient devenir réalité. Le charbon et l'acier, le marché commun, la monnaie unique ou encore les réponses communes au Covid ont souvent émergé dans des moments de crise.

L'Europe dispose d'épargne, de compétences, d'une base industrielle, d'un marché intérieur, d'une capacité d'innovation et d'une expérience unique de coopération entre États. Le vrai sujet est désormais politique : les Européens veulent-ils agir ensemble à la hauteur des défis ? Les

solutions existent. Les moyens aussi. Reste à transformer le diagnostic en décisions.

En savoir plus

It’s the Economy, stupid !, deuxième édition, le 16 septembre 2026 de 9h45 à 19h

Inscrivez-vous gratuitement